

## Crédit aux SNF – France • Juillet 2022

### Le crédit aux SNF reste soutenu

- Le taux croissance annuel de l'encours de crédit aux sociétés non financières continue de progresser à un rythme soutenu en juillet : +7,0 %, après +6,5 % en juin et +5,9 % en mai.
- La croissance du crédit à l'investissement se renforce particulièrement : +7,8 % en juillet, après 7,1 % en juin. Elle est notamment portée par sa composante « équipement » dont la croissance (+9,3 %) atteint son plus haut niveau depuis début 2009.
- La croissance des crédits de trésorerie est quasi stable : +6,0 %, après 6,1 % en juin.

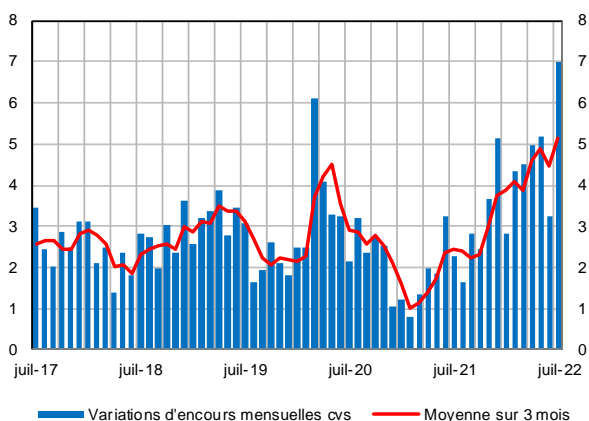
### Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	juil-22	mai-22	juin-22	juil-22
<b>Total</b>	<b>1 299</b>	<b>5,9</b>	<b>6,5</b>	<b>7,0</b>
Investissement	894	7,0	7,1	7,8
Équipement	560	8,5	8,5	9,3
Immobilier	334	4,5	4,9	5,2
Trésorerie	337	3,8	6,1	6,0
Autres	68	3,4	0,9	3,1

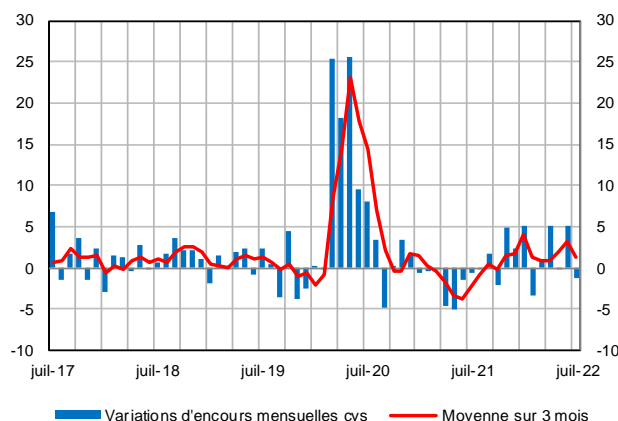
### Variations mensuelles d'encours de crédits à l'équipement (données cvs-cjo\*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



### Variations mensuelles d'encours de crédits de trésorerie (données cvs-cjo\*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



\* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



## Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

